



Mission parlementaire sur l'IA : non à la banalisation de l'extrême droite

Ce jeudi 2 avril, les trois principaux syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT et CFDT-Journalistes) n'ont pas souhaité participer à une table ronde organisée à l'Assemblée nationale, intitulée "*Création, diffusion et acquisition des connaissances : comment l'intelligence artificielle transforme notre éducation et notre culture*". Cette table ronde était organisée par une mission d'information que préside un député du Rassemblement national. Le SNJ et CFDT-Journalistes ont choisi de ne pas envoyer de délégation, et les représentants du SNJ-CGT ont quitté la salle dès l'ouverture des débats.

Le thème de cette table ronde est pourtant au cœur de nos préoccupations et de nos luttes. Non seulement l'IA bouleverse le travail des journalistes dans les rédactions, mais elle déstabilise les modèles économiques de nos entreprises. Chat GPT et ses concurrents détournent déjà les lecteurs de nos journaux et sites web vers une prétendue information produite à partir du pillage de sources éparses. Leurs technologies sont aussi utilisées pour truquer des images et des sons, générer de la désinformation, dévoiler les sources des journalistes, voire usurper leur identité. Les conséquences éditoriales, sociales et déontologiques du déploiement de l'IA dans les médias sont colossales.

Cependant, nous ne rejetons pas l'IA en bloc : elle peut rendre des services quand elle est bien utilisée, encadrée, dans un cadre construit. Notre propos n'est pas sans nuances, et nous œuvrons chaque jour dans nos rédactions pour ne conserver que le meilleur et rejeter le pire. Nous avons donc beaucoup de choses à dire et revendiquer sur ce sujet crucial. Mais nous ne le ferons pas dans une instance présidée par le Rassemblement national.

Il n'y a là aucun déni du verdict des urnes, que nous respectons. Mais nous, organisations syndicales de journalistes, savons ce que l'extrême droite, une fois au pouvoir, réserve aux rédactions : le mépris de la liberté de la presse -derrière une apparence tout autre, de séduction des médias- qui est de fait le corollaire de son projet politique. Un projet liberticide, xénophobe, et qui s'attaque aux fondements de notre démocratie et de notre État de droit.

Alors qu'une meilleure répartition des aides à la presse s'impose pour soutenir l'indépendance des médias et la survie du pluralisme, le RN veut les couper drastiquement. Alors que l'audiovisuel public est déjà fragilisé par des coupes budgétaires massives, le RN veut l'achever. Les entraves à l'exercice de notre profession sont aujourd'hui très nombreuses, et le RN n'est certainement pas la formation politique qui nous protégera contre les procédures-bâillons, les atteintes au secret des sources, ou la précarisation des rédactions.

Il est donc particulièrement choquant de voir le RN présider une mission d'information consacrée à la culture et l'éducation, avec à ses côtés une rapporteure issue du groupe macroniste Ensemble pour la République. Nous déplorons ce choix, qui participe à la banalisation de l'extrême droite. Nous refusons de le cautionner en participant à cette audition.

Nous continuerons, comme nous le faisons depuis toujours, de défendre le droit d'être informé et les intérêts des journalistes. Nous le ferons aussi face à la déferlante de l'intelligence artificielle. Et nous n'aurons de cesse de lutter contre les projets de l'extrême droite, qui menacent la liberté de la presse et nos démocraties.

Paris, le 2 avril 2026